

MCD

Bulletin de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Numéro 2

Hiver 2004

Dans ce numéro

- Mot du titulaire de la Chaire 1
- Les recherches en cours 2-3
- Les activités scientifiques 4-5
- Dossier spécial Métropolis 6-7
- Dossier spécial Forum social mondial de Mumbai 8-9
- Analyses de Gladys Melo-Pinzón et Élane Thomas 10-11
- Quoi de neuf à la Chaire MCD ? 12

Revanche des sociétés et dissension globale



Deux événements ont récemment marqué la scène internationale. À Genève, en décembre 2003, le Sommet mondial sur la société de l'information ouvrait grandes ses portes à la société civile, accordant pour une première fois une large place aux porte-paroles des différents mouvements et organisations non gouvernementaux. Conservant une relative indépendance par rapport à la déclaration de principes du sommet, ces acteurs ont décidément choisi le jeu de la participation dans le cadre du modèle de la gouvernance mondiale. Un mois plus tard, quatre-vingt mille personnes se réunissaient à Mumbai au Forum social mondial qui, dans son opposition même au Forum économique mondial, vise à fournir un espace de discussion aux divers mouvements et organisations altermondialistes. Ce forum, bien que dépassé sur sa gauche par un Forum alternatif anti-mondialisation, a choisi le camp de la contestation. Vu la diversité des participants à Mumbai, on peut dire que plusieurs d'entre eux proviennent des mêmes organisations qui étaient présentes à Genève. Dans le contexte d'un réaménagement en profondeur des formes de la régulation politique sur les plans national et

supranational, les acteurs de la société civile hésitent donc entre participation et contestation.

Chose certaine, ces acteurs sont unanimes à remettre en question le fonctionnement des institutions politiques de la modernité, aussi bien le modèle de la démocratie représentative que l'hypertrophie des appareils technobureaucratiques. Ils privilégient les relations horizontales, le réseautage, la pluralité et de nouvelles pratiques démocratiques. Dans ce contexte, ils se trouvent confrontés à des situations paradoxales. Lorsqu'ils participent aux instances de la nouvelle gouvernance mondiale, ils mesurent immédiatement les limites de leur propre pouvoir à changer les choses. Genève n'a pas fait un pas dans le sens d'une réduction de la fracture numérique, ni dans celui d'une démarchandisation de la société de l'information. Lorsque, comme à Mumbai, ils contestent le nouvel ordre mondial dans un espace de discussion libéré des contraintes programmatiques, ils sont confrontés à la question du Que faire maintenant ?

La Chaire MCD qui était présente lors de ces deux événements, organise deux colloques qui visent à réfléchir sur ces paradoxes. Le premier intitulé **Crise de l'État, revanche des sociétés: Nouveaux regards sur les relations transnationales** est un colloque ouvert qui se tiendra dans le cadre de l'ACFAS les 11 et 12 mai 2004. Le colloque situe d'emblée la discussion dans le cadre d'une double crise de l'État nation et du système international. Cette crise ne signifie ni la disparition des États nationaux ni l'exhaustion du système de règles qui permet leur coexistence dans un cadre juridique et politique reconnu internationalement. Elle signifie plutôt la remise en question de l'intangibilité des principes de territorialité, de souveraineté et de sécurité qui ont caractérisé le système Wesphalien. La régulation politique a

en conséquence été décentrée des États vers d'autres niveaux, local, régional ou supranational. Dans ce contexte, on observe, d'une part au plan des acteurs, une recomposition de l'action sociale et politique. D'autre part, à côté du principe de gouvernement, forme légitime d'exercice du pouvoir dans un contexte démocratique, s'installe une logique parallèle de gouvernance de nature techno-juridique. C'est dans ce double contexte que nous nous intéressons au renouvellement des formes et des pratiques de la démocratie. Le colloque posera trois questions: quelle est la nature et les rôles des nouveaux acteurs de la scène mondiale? Peut-on parler d'un nouveau système de relations transnationales en lieu et place du système des relations internationales? La gouvernance peut-elle être conçue comme une réponse politique à la globalisation?

La Chaire MCD organise également, dans le cadre d'une initiative de développement de la recherche (CRSH), un séminaire fermé, intitulé: *Global Flows, dissent and Diversity: the New Agenda*. Reprenant l'idée des flux globaux d'information de Manuel Castells et celle d'Appadurai sur la reconfiguration des espaces idéologiques, ethniques, médiatiques, technologiques et financiers, le séminaire s'arrêtera sur l'émergence de nouvelles formes de dissension par rapport aux hégémonies politiques, économiques et culturelles. On y interrogera la formation d'une société civile globale, la reconfiguration des espaces publics et privés ainsi que les relations entre pouvoir et gouvernance. La réinvention de nouvelles formes démocratiques sera aussi au centre du questionnement.

UQÀM
Université du Québec à Montréal

INSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL





Athéna
ÉDITIONS
athenaéditions.net

L'énigme argentine Images d'une société en crise

Victor Armony

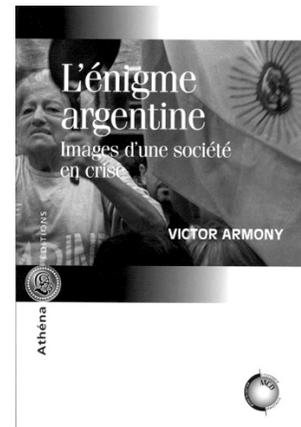
La crise argentine a suscité bien des questions chez ceux qui, partout dans le monde, ont été frappés par les scènes de violence et de chaos montrées à la télévision durant les derniers jours de l'année 2001. Pourtant, au début du XX^e siècle, l'Argentine se rangeait parmi les sept puissances économiques du monde, alors qu'aujourd'hui la moitié de sa population sombre dans la pauvreté. Voilà l'énigme argentine!

Dans cet ouvrage, l'auteur développe une lecture de l'histoire et de l'actualité argentines à la lumière des représentations et des discours qui ont donné sens à l'expérience collective. Il décrit les mythes et les croyances qui s'inscrivent dans l'identité nationale tout en abordant les diverses périodes que l'Argentine a connues: formation de l'État, populisme, dictature militaire, transition démocratique et tournant néolibéral. Il s'attarde également à la crise de 2001 et à la révolte citoyenne qui a provoqué l'effondrement du système politique.

Pour déchiffrer l'énigme argentine, il faut comprendre que le pays est conçu comme une promesse inaccomplie, comme un rêve grandiose qui attend toujours d'être réalisé. Le caractère improbable de la réalité vécue a souvent poussé les Argentins à se lancer dans une quête de coupables et à s'accrocher à la croyance dans le potentiel extraordinaire du pays. Le mythe du destin national est ancré dans le passé, mais la réponse citoyenne à cette crise est inédite.

Né en Argentine, Victor Armony est professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et directeur de recherches à la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie.

En coédition avec la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie



204 pages, ISBN 2-922865-22-3 19,95 \$

Le point sur les projets de recherche

Conformément aux objectifs que la Chaire MCD s'est fixés, à savoir l'accueil d'experts étrangers, l'organisation d'événements scientifiques, la diffusion de ses résultats de recherche et la formation d'étudiants, gravite autour d'elle une équipe de chercheurs. Une partie de ses chercheurs travaillent au sein du GRADIP (Groupe de recherche en analyse du discours), composante de la Chaire spécialisée dans la recherche appliquée en analyse du discours assistée par ordinateur. Ainsi, si les projets sur lesquels travaillent les chercheurs sont assez spécifiques, ils s'intègrent dans les problématiques plus larges de la Chaire. Une autre partie des chercheurs est composée d'experts invités et de stagiaires postdoctoraux.

Quelques projets en cours à la Chaire :

La Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Mise sur pied en 2001 grâce au programme des Chaires de recherche du Canada, la Chaire, dont Jules Duchastel est titulaire, articule ses réflexions autour de quatre axes principaux: Démocratie et marché dans les Amériques; Éthique et politique dans les sociétés pluralistes; État et nouvelles formes de régulation politique; Financiarisation et mutations du capitalisme

Le projet « Base de données réseau en analyse du discours politique »

Mis sur pied en 2002 grâce à une subvention d'infrastructure de la Fondation Canadienne pour l'Innovation (FCI), ce projet développe une infrastructure de recherche, disponible sur le web, pour le traitement de l'analyse de corpus textuels. Il prendra fin en 2005.

Le projet « Inflexion du discours néolibéral et politisation de l'espace mondial »

Mis sur pied grâce à une subvention ordinaire de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines. Il poursuit ses recherches jusqu'en 2004.

Le projet « Dynamique de reconfiguration de l'espace démocratique national : Le cas des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques au Québec. »

Issu d'une subvention ordinaire du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), les responsables en sont Gilles Bourque et Charles Bellerose.

Les projets de recherches des stagiaires post-doc

« *La Reconfiguration de l'Identité dans un contexte de guerre, le cas des déplacés internes en Colombie* »

GLADYS MELO-PINZÓN

Les graves atteintes aux droits humains et la détérioration du bien-être de la population colombienne sont devenues des préoccupations partagées par les académiciens, les membres des organisations non gouvernementales et les gouvernements hôtes des réfugiés refoulés par la guerre. Certes, en Colombie, la portée du phénomène du déplacement forcé, de la violence et de l'intervention, comme réponses armées de la part de l'État et du para État dans la régulation et la résolution du conflit, imposent la révision du discours prédominant concernant la sécurité humaine et la démocratie. Il est impératif de comprendre les stratégies de résistance, et de récupérer la mémoire du déplacement et de l'identité des populations exclues de la construction d'une société colombienne pluraliste. Conçue dans la perspective des stratégies de reproduction et de la production de discours de la résistance, cette étude propose l'analyse de la mémoire et des stratégies de résistance des populations internes déplacées comme une alternative de réappropriation des espaces sociaux, économiques et politiques dans un contexte de guerre.

Mots Clés: Colombie, Populations internes déplacées (IDPs), Violence, Stratégies de résistance, sécurité humaine, démocratie.

« Penser la gouvernance internationale »

LAURENT PECH

Cette recherche postdoctorale s'axe essentiellement autour du concept de gouvernance internationale. Autour de ce thème central, Laurent Pech entend préciser les enjeux théoriques posés par l'émergence de ce concept de gouvernance internationale et notamment sur le plan normatif, c'est-à-dire sur les modalités (acteurs, procédures, type de règles) de production des normes qui trouvent à s'appliquer dans la sphère internationale et qui s'imposent aux États. Il s'agira de démontrer en quoi l'appel à la gouvernance internationale est porteur d'évolution pour les concepts de démocratie, de souveraineté, et de régulation juridique tels qu'ils sont définis dans le cadre d'un État-nation.

« Mondialisation, flux migratoires et transformations de la citoyenneté »

ÉLAINE THOMAS

Par son étude sur le mouvement des « sans papiers » en France et le débat sur la régularisation des immigrants illégaux qui s'en suivit, Elaine Thomas vise à contribuer à l'analyse des nouvelles formes et pratiques de citoyenneté (en tant que participation) qui émergent des revendications contestataires de la « société civile ». Elle va aussi s'attacher à l'étude du discours entourant certains débats allemands comparables aux débats français et britannique. Notamment l'idée d'un Leitkultur (une « culture de référence »), avancée comme un effort visant à rélégitimer l'idée d'une Kulturnation en modifiant la conception de culture qui la soutient. De même pour les controverses récentes entourant les efforts visant à légaliser la double nationalité. Cette étude analysera les réactions politiques contradictoires entourant la redéfinition démocratique de l'appartenance et de la communauté politique en Allemagne.

Atelier estival de formation en analyse de texte assistée par ordinateur (ATO) et d'initiation à la programmation appliquée à la recherche en ATO

(Montréal, Université du Québec à Montréal, 16 -27 août 2004)

Cet atelier d'été de formation en analyse de texte assistée par ordinateur (ATO) et d'initiation à la programmation appliquée à la recherche en analyse de discours politiques se présente comme un lieu de rencontre, de communication, de mise en commun et de transmission des connaissances acquises dans ce domaine spécifique de recherche en sciences humaines. Cet événement, organisé par la Chaire MCD avec le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, vise à réunir les meilleurs spécialistes du monde francophone afin de dispenser à la fois une formation aux méthodologies d'analyse de texte qui leurs sont propres, mais aussi de réfléchir ensemble aux potentialités de convergence des approches et d'intégration des divers outils logiciels dans le portail ATO-MCD développé à la Chaire MCD et au Groupe de recherche en analyse de discours politique (GRADiP) de l'UQAM.

Nous avons convié en qualité de présentateurs au cours de cet atelier d'été à la fois des technologues, notamment les concepteurs de six logiciels de référence en analyse de texte assistée par ordinateur (Max Reinert, André Salem, Jean-Marie Viprey, Pierre Plante et François Daoust), des expérimentalistes et des théoriciens, dont des chercheurs de pointe pratiquant l'ATO (Jules Duchastel, Victor Armony, Francis Lacoste et François Pizarro), de manière à ce que ceux-ci puissent, dans un premier temps, former les participants au maniement de ces outils d'analyse de texte et à la compréhension des méthodologies de recherche qui les sous-tendent et, dans un second temps, établir un dialogue sur les fonctionnalités de chacune de ces approches et sur la possibilité d'une mise en complémentarité de ces diverses méthodologies au sein d'une infrastructure de recherche intégrée.

L'atelier d'été, qui sera organisé à l'UQAM, se déroulera sur une période de deux semaines, du 16 au 27 août 2004, et comportera trois types d'activités: des conférences, des cours méthodologiques et des travaux pratiques en laboratoire informatique.

Les **conférences** permettront de faire un état des lieux sur les grands débats théoriques en ATO, de présenter la méthodologie particulière de recherche appliquée au sein du laboratoire organisateur de l'événement et d'explorer les voies d'une mise en complémentarité, voire d'une intégration dans une chaîne de traitement commune, des logiciels présentés au cours de l'atelier.

Les **cours méthodologiques** et les **travaux pratiques** seront complémentaires et porteront sur chacun des logiciels présentés, notamment ALCESTE (Max Reinert), LEXICO (André Salem), DIATAG et ASTARTEX (Jean-Marie Viprey), GUIDEXPERT (Pierre Plante), SATO (François Daoust), ainsi que notre infrastructure de recherche, le portail ATO-MCD (Francis Lacoste et François Pizarro). Cette combinaison de cours méthodologiques et de travaux pratiques permettra aux participants à l'atelier d'été à la fois de recevoir un cours sur les fonctionnalités de chacun des logiciels, ainsi que sur la méthodologie et les fondements épistémologiques qui le sous-tendent, mais aussi de mettre directement en application ces enseignements lors de séances de travaux pratiques en laboratoire informatique. Une attention particulière sera accordée à l'apprentissage des fonctionnalités du portail ATO-MCD ainsi qu'à une initiation à la programmation élémentaire appliquée à la recherche en ATO grâce à cette infrastructure de recherche que nous implantons à la Chaire MCD avec le soutien financier de la fondation canadienne pour l'innovation (FCI).

Calendrier de l'événement

Lundi 16 août	Mardi 17 août	Mercredi 18 août	Jeudi 19 août	Vendredi 20 août
10h00-12h00 Conférence introductive <i>État des lieux des grands débats en ATO</i> Jules Duchastel et Victor Armony	9h30-12h30 Cours Méthodologique: ALCESTE par Max Reinert	9h30-12h30 Cours Méthodologique: LEXICO par André Salem	9h30-12h30 Cours Méthodologique: DIATAG et ASTARTEX par Jean-Marie Viprey	9h30-12h30 Cours méthodologique: les fonctionnalités du portail ATO-MCD Par François Pizarro et Francis Lacoste
14h00-17h00 Conférence: <i>L'ATO pratiquée dans les recherches du GRADiP</i> Jules Duchastel	14h00-17h00 Travaux pratiques ALCESTE sous la direction de Max Reinert	14h00-17h00 Travaux pratiques LEXICO sous la direction d'André Salem	14h00-17h00 Travaux pratiques DIATAG et ASTARTEX sous la direction de Jean-Marie Viprey	14h00-17h00 Travaux pratiques: les fonctionnalités du portail ATO-MCD Par François Pizarro et Francis Lacoste
Lundi 23 août	Mardi 24 août	Mercredi 25 août	Jeudi 26 août	Vendredi 27 août
9h30-12h30 Cours Méthodologique: SATO par François Daoust	9h30-12h30 Cours Méthodologique: GUIDEXPERT-ATO par Pierre Plante	9h30-12h30 Travaux pratiques Initiation à la programmation La manipulation de tableaux Sous la direction de Francis Lacoste et François Pizarro	9h30-12h30 Travaux pratiques Initiation à la programmation La manipulation de fichier texte Sous la direction de Francis Lacoste et François Pizarro	10h00-12h00 Conférence de clôture: <i>Bilan de la formation: Vers une convergence des méthodes</i> Jules Duchastel
14h00-17h00 Travaux pratiques SATO sous la direction de François Daoust	14h00-17h00 Travaux pratiques GUIDEXPERT-ATO sous la direction de Pierre Plante	14h00-17h00 Travaux pratiques Initiation à la programmation La manipulation de tableaux Sous la direction de Francis Lacoste et François Pizarro	14h00-17h00 Travaux pratiques Initiation à la programmation Automatisation de la suite OpenOffice Sous la direction de Francis Lacoste et François Pizarro	

Les frais d'inscription s'élèvent à 100\$ pour les étudiants hors UQAM, et à 250\$ pour les professionnels et les chercheurs. Seront exemptés de frais d'inscription les membres de la Chaire MCD et les étudiants de l'UQAM.

Pour plus de renseignements, consultez le site internet de la Chaire (www.chaire-mcd.ca) ou téléphonez au (514) 987-3000 poste 3366.

**« Comment se préparent les Kamikazes ?
Les attentats de Casablanca et la fin d'un mythe
Marocain : Image et choc communicationnel »**

par Abderrahim El Omari

Par le phénomène kamikaze (littéralement, souffle divin) ; le culte du martyr suicidaire est exploité à fond comme moyen de lutte ou de guerre.

Certes, au Maroc après le 16 Mai 2003, le phénomène continue de susciter beaucoup de questions : uelle mise en scène communicationnelle pour quel message politique, produit par les cinq attentats kamikazes au centre ville de Casablanca le soir du vendredi 16 Mai 2003?

Comment les islamistes radicaux ont utilisés les médias par les attentats de sorte qu'ils s'imposent dans la scène politique comme détenteur d'une nouvelle logique de rapport de force? Or, le point de départ dans l'interrogation est la question suivante : qui a commis le péché originel de façon à gérer l'islamisme dans le but de renforcer le poids central du Makhzen dans la scène politique au Maroc?

Nous assimilons le cas marocain d'après les données dont nous disposons, à travers une conception socio-politique et communicationnelle pour élucider la structure et le fonctionnement de la Jamaà islamiste d'une part, et pour passer ce message fin et fort signifiant: sans gouvernance légitimée par la pratique du principe fondamental de la démocratie (à savoir la souveraineté est au peuple); sans ONG ou sociétés civiles libres et citoyennes; sans partis politiques ayant le plein pouvoir pour encadrer les masses populaires; l'espace social arabo-musulman restera toujours victime du bricolage institutionnel. De plus, l'occident n'est plus à l'abri du danger. Il doit assumer ses responsabilités pour un monde meilleur. Qu'il commence -alors- par le commencement: cesser de condamner les régimes totalitaires le jour devant les caméras, pour les soutenir le soir sous la table!

**Résumé de la conférence publique prononcée par l'auteur
le 9 octobre à l'UQAM**

« Espace politique mondial et régulation publicitaire »

Par Simon Perrault

Cette communication se voulait avant tout un exercice de réflexion sur l'espace politique mondial à partir des outils conceptuels construits par Habermas dans son ouvrage L'espace public (1962). Nous y avançons que la mise en rapport de cet ouvrage avec le Global Compact de l'ONU nous permet d'éclairer le phénomène de la politisation de l'espace mondial à partir de ce que nous nommons la régulation publicitaire, une forme de régulation dont la mise en œuvre et la légitimation se confondent dans le jugement éthique publicisé par les médias. Il n'y est pas tant question de réguler les rapports sociaux à partir de l'autonomie de la société civile comprise comme marché (idéologie libérale) que de réguler les rapports sociaux à partir de la publicisation de cette autonomie, en autant qu'elle cadre avec certaines valeurs. La position de l'ONU participe ainsi d'une plus vaste logique à laquelle semblent adhérer à la fois mondialistes et altermondialistes: il existerait une éthique dont il faut publiciser les manifestations et les manquements, la carotte et le bâton du jugement éthique médiatisé constituant la voie privilégiée pour que la « société mondiale » rentre dans l'ordre. Le concept de régulation publicitaire met le doigt sur une idéologie qui transcende le clivage gauche/droite. Elle n'est toutefois d'aucune aide pour identifier les divisions au sein de ce « consensus », les différentes positions et identités qui se construisent en luttant à l'intérieur même de cet espace publicitaire. La théorisation de Habermas nous amène à considérer la régulation selon un clivage stato-juridique/non stato-juridique. Si cette approche a le mérite de souligner la distance qui sépare notre mode de régulation de l'idéal des Lumières, elle nous entraîne dans le cul-de-sac du refus indifférencié d'une politique fonctionnant selon d'autres repères.

**Résumé de la conférence publique prononcée par l'auteur le
20 novembre à l'UQAM.**

**« Le discours du gouvernement Charest est-il vraiment novateur ?
Étude comparative des discours d'investiture au Québec de 1960 à nos jours. »**

Par François Pizarro-Noël, Francis J. Lacoste et Raphaël Canet

Depuis son élection du 14 avril 2003, le gouvernement libéral de Jean Charest s'affiche comme résolument réformiste. Il l'annonçait déjà dans son discours d'investiture du 4 juin où il adoptait une position ferme et offensive sur son projet de réforme. Le gouvernement entend changer le modèle de fonctionnement du Québec issu de la Révolution tranquille, ce qu'il nomme la réingénierie de l'État. Cette réforme en profondeur suppose six chantiers: la réforme de l'appareil administratif de l'État; la révision des modalités de l'interventionnisme étatique dans l'économie; la réorganisation du système de santé par l'ouverture à la sous-traitance (art.45); la décentralisation et la déconcentration en faveur des régions; la réorganisation du réseau de l'éducation et l'allègement du fardeau fiscal. Parallèlement, le gouvernement revoyait à la hausse les services de garde, patinaient sur la question des défusions et envisageait une réforme du mode de scrutin.

C'est la position originale et clairement volontariste, adoptée par le gouvernement, qui entend inaugurer « une nouvelle ère pour le Québec », qui a motivé notre analyse de discours, dont la conférence publique a permis de livrer quelques résultats préliminaires. Le double objectif de notre recherche empirique et méthodologique peut être présenté comme suit. D'une part, il s'agissait de déceler quelle était l'originalité réelle du discours d'investiture de Jean Charest, par rapport aux autres discours d'investiture prononcés au Québec depuis 1960. Sur ce thème, nous avons vu, entre autre, que le discours de Jean Charest se positionne dans une mouvance plus large qui marque le passage au néolibéralisme au Québec. D'autre part, cela nous permettait de développer, à partir de cette recherche et selon une démarche itérative entre les besoins des chercheurs aux prises avec la recherche en train de se faire, l'infrastructure de recherche en analyse de discours politique assistée par ordinateur, le portail ATO-MCD, que nous utilisons et qui se situe au cœur de l'expertise du GRADiP, le laboratoire de recherche appliquée en analyse de texte par ordinateur de la Chaire MCD.

Résumé de la conférence publique prononcée par les auteurs le 27 novembre à l'UQAM.

Annnonce du colloque international : *Crise de l'État, revanche des sociétés. Nouveaux regards sur les relations transnationales*

Organisé par la **Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie** avec le soutien de l'**Institut d'Études internationales de Montréal**
Dans le cadre du 72^{ème} Congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) **Université du Québec à Montréal 11-12 mai 2004**

Ce colloque a pour objectif d'aborder de manière pluridisciplinaire les profondes transformations du système mondial qu'implique l'affirmation en son sein d'une pluralité d'acteurs de poids inégal. D'une part, la critique du modèle de l'État-nation, le déficit démocratique dont se trouvent entachées les grandes organisations internationales et l'évocation théorique d'un monde post-westphalien, tendent à miner la légitimité du mode classique d'organisation des sociétés modernes fondé sur une conception centralisée, différenciée, institutionnalisée et territorialisée de l'ordre politique. D'autre part, l'irruption sur la scène internationale d'acteurs non-étatiques aux contours assez flous, la société civile et le secteur privé, et la revendication d'une nouvelle forme de légitimité articulée autour des impératifs de participation et non plus de représentation, supposent l'avènement de nouvelles formes d'organisations sociales, enfin émancipées des violences de l'abstraction.

La crise du modèle de l'État-nation, nourrie d'une critique des principes de territorialité, de souveraineté et de sécurité qui le fondent, de même que l'essor de la société civile et l'emprise grandissante du secteur privé appelés à prendre une part de plus en plus active dans les grands forums internationaux et au sein des institutions supranationales, sont autant de phénomènes qui conduisent à repenser les relations internationales. Le paradigme des relations transnationales vise à faciliter la compréhension de ce processus de recomposition des rapports de pouvoir qui s'opère sous nos yeux depuis une dizaine d'année. Il suppose le dépassement du modèle statonational centralisé et institutionnalisé, et privilégie la vision d'un monde multicentré et complexe dont les modes de régulation sont souvent plus informels, et qui transparait sous les concepts de mondialisation, de globalisation, de gouvernance.

Ce colloque s'articulera autour de trois axes thématiques :

1- Les acteurs : Nature et rôles des nouveaux acteurs de la scène mondiale

L'irruption de nouveaux acteurs sur la scène mondiale, notamment issus de cet univers du non-gouvernemental si difficile à figurer, impose de prendre la mesure à la fois de leur nature et de leur rôle. En effet, que recouvrent les termes, aujourd'hui communément employés, de société civile et de secteur privé? Est-il possible de concevoir chacune de ces deux entités de manière cohérente? Quelles sont les relations qui tendent à s'établir entre la société civile et le secteur privé? Que signifie l'apparition de cette dichotomie à l'intérieur même d'un espace jadis défini dans sa globalité par opposition au domaine public de l'État? Quelles sont les conséquences de l'émergence de ces nouveaux acteurs sur la scène mondiale? La société civile et le secteur privé ont-ils une réelle influence sur les relations transnationales? Devons-nous penser les rapports entre la société civile, le secteur privé et l'État, sur le mode de l'autonomie ou de la dépendance?

2- Le système : Des relations internationales au système transnational

La nouvelle donne actuellement à l'œuvre sur la scène mondiale implique de prendre la mesure de la recomposition des rapports de pouvoir et de la transformation des relations entre les différents acteurs en présence. Cela implique d'adopter un point de vue général sur ces transformations, que ce soit sur le plan méthodologique ou théorique. Sous quelles formes nous est-il aujourd'hui possible de penser les relations qui se tissent entre les nombreux acteurs du système mondial? Quels outils conceptuels et quels cadres théoriques devons-nous adopter pour saisir cette nouvelle réalité transnationale? Sous quelles formes pouvons-nous figurer le système mondial post-westphalien?

3- La régulation : La gouvernance comme réponse politique à la globalisation

L'influence croissante des nouveaux acteurs sur la scène internationale et la recomposition à la fois théorique et pratique du système transnational que ce phénomène impose doit aussi nous conduire à réfléchir sur les nouvelles formes de régulation que supposent ces profondes transformations. Quelles peuvent être les conséquences de la perte de centralité de l'État dans le processus de régulation politique des sociétés? Comment interpréter les revendications visant l'effacement des institutions de la démocratie représentative au profit d'une vision participative du processus décisionnel? Comment penser la substitution progressive des structures de gouvernance aux instances classiques du gouvernement? Peut-on faire la critique du déficit démocratique des pouvoirs exécutifs dans les démocraties occidentales tout en faisant l'économie d'un changement radical de l'ordre politique? Le modèle de la gouvernance, conçu comme la réponse politique à la globalisation économique, est-il réellement démocratique?

Programme provisoire

MARDI 11 MAI 2004

9h00-12h00 : *Première séance thématique :*

Les acteurs : Nature et rôles des nouveaux acteurs de la scène mondiale

Conférence de Jan Aart Scholte (Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation, University of Warwick – Grande Bretagne)

Présentation de Jean Marie Izquierdo

(Institut d'Études politiques de Bordeaux – France)

« L'expansion transnationale de la « question basque » comme illustration de la constitution de nouvelles mobilisations politiques territorialisées »

Présentation de Francis Dupuis-Déri (Massachusetts Institute of Technology – États-Unis)

« Village global ou local ? Mouvement altermondialiste et cosmopolitisme autogéré »

Présentation de Svetlana Dimitrova (École des hautes études en sciences sociales – France)

« Les think tanks dans la société post-communiste et les « trous noirs » de l'après-État-nation ? »

Présentation de Geneviève Dugré (Université du Québec à Montréal – Canada)

« Auto-définition des acteurs et rapport au politique du mouvement d'opposition à la mondialisation néolibérale : Analyse de contenu des documents des FSM 2001-2003 »

14h00-17h00 : *Seconde séance thématique :*

Le système : Des relations internationales au système transnational

Conférence de Josepha Laroche (Université de Paris I Panthéon Sorbonne – France)

Présentation de Benoît Dubreuil (Université Libre de Bruxelles – Belgique)

« La permanence de la distinction entre la politique intérieure et la politique extérieure dans la théorie des relations internationales »

Présentation d'Élisabeth Vallet (CRC en relations internationales, Université du Québec à Montréal – Canada)

« Les revendications minoritaires en Europe occidentale »

Présentation de Simon Perrault et Raphaël Canet (Chaire MCD, Université du Québec à Montréal – Canada)

« Quelle politique pour l'espace mondiale ? Quel espace pour la politique mondiale ? Le forum : les réponses de Davos et Porto Alegre »

Présentation de Sonia Rullière (Université Paris VIII – France)

« Géographies militantes d'ATTAC : Réflexions géopolitiques sur le rôle d'ATTAC dans la redéfinition du paysage politique français »

MERCREDI 12 MAI 2004

09h00-12h00 : *Troisième séance thématique :*

La régulation : La gouvernance comme réponse politique à la globalisation

Conférence de Daniel Drache (Robarts Centre for Canadian Studies, York University – Canada)

Présentation de Jean-Marc Siroën (Université Paris-Dauphine – France)

« Globalisation et gouvernance. Une approche par la théorie des biens publics »

Présentation de Meryem Marzouki et Cécile Méadel (CNRS, École des Mines – France)

« La corégulation d'internet, du consensus au consentement. Le cas français »

Présentation de Cédric Viale (Université d'Akureyri – Islande)

« Les peuples autochtones à l'ONU. Quand les États cèdent de leur toute puissance »

Présentation d'Ingrid Roy (Université d'Ottawa – Canada)

« Le droit de « participation » des minorités à la vie publique des États et son impact sur les relations internationales des États »

14h00-16h00 : *Exposés des rapporteurs et discussion plénière*

Sous la présidence de **Jules Duchastel** (Chaire MCD, Université du Québec à Montréal – Canada)

Discussion générale

Pour de plus amples renseignements, consultez le site de la Chaire MCD : www.chaire-mcd.ca

Entrevue avec Victor Armony, Professeur de sociologie à l'UQAM et directeur de recherche à la Chaire MCD. Propos recueillis par Emmanuelle Juan

Mise en contexte

Victor Armony a été intégré à un projet basé à Toronto et financé par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada. Ce projet vise l'élaboration d'une analyse comparative de l'engagement civique et politique des immigrants latino-américains à Montréal d'une part et à Toronto d'autre part. Victor Armony est en charge du volet Montréal. On peut noter la contribution de deux étudiantes à ce projet, notamment pour les entrevues, Elena Bessa et Rosa-Amelia Maltez. Dans le cadre de ce projet, plusieurs activités ont été prévues, dont la participation à plusieurs colloques: *International Migration in the Americas* (Université York, septembre 2003), *Forum Métropolis* (mars 2004) et *Imagining Diasporas: Space, Identity and Social Change* (Université de Windsor, mai 2004).

1-Métropolis, qu'est-ce que c'est? Quels sont les enjeux de cette 7^e rencontre nationale?

Métropolis est constitué d'un réseau de partenaires essentiellement canadiens mais aussi internationaux (une vingtaine de pays ont pris part au projet). Son objectif est de procéder à une recherche comparative sur l'immigration et la diversité multiculturelle dans le contexte des grandes villes. L'idée est d'influencer les politiques publiques, au niveau municipal et provincial au Canada (national pour d'autres pays), et de contribuer à l'accueil et l'intégration des immigrants. Cet objectif se traduit par la production d'information pour la mise en place de politiques publiques. Le projet est fondé sur un partenariat entre les différents paliers gouvernementaux et des chercheurs affiliés à des groupes de recherche canadiens et internationaux ou à des Chaires de recherche. Métropolis Canada regroupe quatre Centres d'excellence situés à Montréal, Toronto, Edmonton et Vancouver. Le Centre de Montréal a pour thème «Immigration et métropole» et est constitué d'une soixantaine de chercheurs des universités québécoises regroupés sur la base d'axes de recherche appelés volets. On distingue donc le volet «aspect démographique, économique et linguistique de l'immigration», le volet «animation géographique, spatiale: vie de quartier, trajectoire résidentielle, réseaux sociaux et gestion des équipements collectifs», celui sur «éducation et formation», «santé et services sociaux, sécurité publique et justice» et enfin «citoyenneté, culture et climat social (volet sur lequel intervient Victor Armony)».

Les Centres d'excellence se réunissent annuellement, chacun accueillant les autres à tour de rôle. Cette année, Montréal sera l'hôte de la rencontre dont le thème est «*L'immigration et l'intégration au cœur des débats: recherches politiques et pratiques*». Les sous thèmes de discussions sont les suivants: «L'immigration et marché du travail», «Les flux migratoires sous l'angle des relations internationales», «La discrimination dans un contexte de pluralisme et de participation citoyenne», «La mondialisation et les défis de la diversité linguistique et culturelle», «L'immigration et les arts». (Pour plus d'information :http://im.metropolis.net/index_f.html)

On peut ajouter que cette année, la conférence coïncide avec la semaine de lutte contre le racisme. A ce titre, une série d'activités liées au travail des groupes communautaires actifs dans le domaine sera présentée.

2-Quelle est la stratégie canadienne en matière d'immigration urbaine? Sa conception est-elle différente de celles d'autres pays?

Il faut d'abord rappeler que l'administration des villes est de compétence provinciale, donc que le Canada n'a pas de stratégie à proprement parler concernant l'immigration en milieu urbain. Par contre, le gouvernement fédéral promeut la politique du multiculturalisme et par le fait même, donne un appui économique et financier en subventionnant des organismes communautaires liés ou pas à des groupes ethniques.

Il est intéressant de noter que la politique d'immigration du Canada est assez différente de celle des États-Unis et de l'Europe. Souvent vue comme un problème, l'immigration au Canada est plutôt considérée comme un atout pour la croissance économique. Une sélection des immigrants est faite, donc on ne parle pas de «gestion du problème de l'immigration», on la traite plus comme une «volonté d'intégration des immigrants au projet canadien» qui se veut multiculturelle. Ainsi, il n'y a pas de contradictions avec l'identité canadienne fondée sur la nation de la diversité culturelle.

L'immigration étant rarement vue comme un problème social, on constate une absence de discours xénophobes, peu de groupes racistes, peu de ghettoïsation urbaine, pas de spatialisation. Le phénomène des banlieues comme en France ou plus largement en Europe est rare au Canada. Les problèmes qui, en général, sont associés à l'immigration ont une portée moins grave, moins urgente au Canada. Il n'y a pas de crise autour de la question de l'immigration et de leur intégration en milieu urbain. On peut donc dire que la gestion canadienne de l'immigration est atypique dans la mesure où sa conception à cet égard l'est tout autant.

3-Quels sont les problèmes spécifiques que l'on trouve au Canada?

Les problèmes les plus souvent soulevés se situent au niveau de l'acquisition d'une des deux langues officielles, de l'intégration des immigrants sur le marché du travail et de la reconnaissance des compétences et des diplômes. Cela a des incidences sur la perception qu'ils ont de l'accueil, notamment au Québec. Un sentiment de rejet est souvent perçu du fait que leurs diplômes ne soient pas reconnus. On constate aussi un problème de discrimination au niveau du travail et du logement. L'ensemble de ces problèmes n'est pas généralisé mais il existe, surtout auprès des minorités visibles. Un rattrapage doit être fait au niveau des revenus, qui, à compétences égales, sont moindres pour les immigrants.

Cependant chaque ville a des profils d'immigration différents et par la même des dynamiques différentes. En fonction de la ville d'accueil la façon de se définir pourra être différente pour une même communauté. Cependant on est bien loin des lobbys ethniques américains qui peuvent influencer le gouvernement.

Victor Armony, Daniel Schugurensky (professeur à l'OISE de l'Université de Toronto et chercheur principal du projet) et Martha Barriga (étudiante diplômée et assistante de recherche à l'Université de Toronto) ont présenté les résultats préliminaires de la recherche sur les immigrants latino-américains au colloque sur les Migrations dans les Amériques, organisé par le CERLAC (Centre for Research on Latin America and the Caribbean) de l'Université York en septembre 2003. Les organisateurs ont préparé un rapport sur les communications présentées dans ce contexte. Nous reproduisons le compte-rendu de la présentation d'Armony, Shugurensky et Barriga (nous remercions Philippe Courneyeur pour la rédaction du compte-rendu).



Victor Armony, Daniel Schugurensky, and Martha Barriga reported on the initial findings of their collaborative research project, which explores the ways in which immigrants from Latin America, whether presently Canadian citizens or not, become involved in civic and political activities in Canada, and the challenges and issues that are raised during their transition to living in a new country. The study is part of a larger research project on citizenship learning life histories.

Two hundred individuals (100 from Toronto and 100 from Montreal) will participate in the study. So far, 47 people have been interviewed. A particular focus of the study is the learning dimension of civic engagement, and its implications for citizenship education. The Montreal-Toronto analysis allows us to compare the political engagement of immigrants in two distinct local political cultures.

One of the key issues which the project aims to investigate is the question of self-identity, which is crucial to define group membership, feelings of entitlement, and feelings of inclusion in or exclusion from mainstream culture. The Latin American community is relatively small and new. Ethnic labels confer different meanings, such as pride or shame. Of the participants surveyed thus far, most identified themselves as 'Latin American' when asked about their ethnicity, while the second most common response was that the individual did not identify with any particular geographic region.

Three main categories regarding the reasons behind the immigrants' decision to leave their country or origin were identified: political, personal, and economic. Political reasons were the most frequently mentioned. Most of those who cited

personal reasons had relatives in Canada prior to their immigration. Those who referred to economic reasons, alluded to the search for a better life for them and their children.

Several respondents saw Canada either as a second choice, or as the easiest or most convenient option. In other words, Canada did not present a particular appeal to them, nor did they have a clear picture of Canadian society and the Canadian "character".

In general terms, the preliminary data suggest that Latin American immigrants do not perceive a clear Canadian identity. This lack of a strong national identity can mean that immigrants find it difficult to develop a sense of belonging, but it can also be seen as an enabling factor for civic learning. While there is no unifying Canadian-Latin American identity, most respondents feel that one should be constructed or given voice. The conditions for civic learning appear to be rather favorable, at least at the subjective level. At the same time, several weaknesses were identified, including the community's low levels of unity, organization, leadership and participation.

Entrevue avec Vinod Raina, membre du comité indien d'organisation du FSM de Mumbai (Inde). NESCO, Goreagon, 20 janvier 2004

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Anik Veilleux et Raphaël Canet.

Membre du Comité indien d'organisation du FSM de Mumbai, Vinod Raina est aussi membre du People science movement. Professeur de physique à l'université, il habite à Bhopal, en Inde, et se mobilise notamment sur les questions d'éducation et d'environnement.

A.V. : *M. Raina, êtes-vous satisfait du déroulement de ce premier forum social organisé en dehors du Brésil ?*

V.R. : Oui, je suis assez satisfait. Je pense que nous avons pu réaliser ce que nous espérions atteindre. Nous avons su rallier un grand nombre d'organisations et de participants, une grande diversité a pu être assurée et nous nous en félicitons. Cela a permis d'établir un très large dialogue, et c'était notre but. Nous avons aussi reçu l'appui de la municipalité de Mumbai et des autorités politiques et ça aussi est source de satisfaction. Globalement, nos espoirs ont été comblés.

A.V. : *Pouvez-vous nous fournir quelques chiffres concernant la participation ?*

V.R. : Selon nos premiers calculs, nous avons reçus environ 78 000 inscriptions de participants provenant de plusieurs milliers d'organisations issues de 132 pays. En moyenne, 40 000 personnes ont fréquenté le site du Forum chaque jour. Je pense que nous ne sommes pas très loin de la réalité si nous affirmons qu'entre 100 000 et 110 000 personnes ont pris part à cette quatrième édition du FSM, à Mumbai.

A.V. : *Concernant le processus d'organisation, pouvez-vous nous expliquer comment la décision a été prise de tenir ce forum en Inde ?*

V. R. : Cette décision a été prise par le Conseil international du FSM. Il a semblé important, si nous voulions véritablement avoir un forum social mondial, et après avoir tenu trois éditions à Porto Alegre au Brésil, de délocaliser le FSM. De plus, pour les délégations asiatiques, notamment celles provenant de l'Inde, le Brésil était bien loin et toutes n'avaient pas les moyens de se déplacer. Le choix s'est porté sur l'Inde à cause de sa diversité. Si nous comprenons le FSM comme un processus politique, alors il convient de rallier une très grande variété de points de vue afin d'enrichir le savoir partagé sur les alternatives possibles à la mondialisation néolibérale. Selon cette perspective inclusive du FSM, l'Inde apparaissait comme un candidat idéal, capable de favoriser la convergence politique et d'attirer de nombreux mouvements sociaux.

A.V. : *Combien d'organismes indiens ont participé à la préparation du FSM ?*

V. R. : 190 organismes ont participé à l'organisation de cet événement. Évidemment, celles-ci rassemblaient une très grande variété de positions. Nous avons des organisations syndicales, de femmes, des peuples indigènes, de mouvements sociaux divers, de jeunes mais aussi des enfants... les handicapés étaient aussi représentés au sein du comité local d'organisation. Nous avons toujours tenté de tenir compte de l'impératif de diversité dans la composition du comité.

A.V. : *En Inde, la tenue du FSM a-t-elle fait l'objet de contestations ?*

V.R. : Oui, de la part de certains groupes, notamment ceux prônant la violence, qui, en vertu de la Charte de principes qui sert de cadre à l'organisation des FSM, ont été écartés. Le choix entre les différents groupes a été très difficile. Ici, en Inde, nous avons de nombreux groupes, notamment provenant du Cachemire ou du Sri Lanka, qui ont choisi d'autres moyens d'action et d'expression de leurs revendications, moins démocratiques. Nous ne les condamnons pas, mais nous ne pouvons les intégrer au Forum. Nombre de ces organisations, et pas seulement des organisations indiennes, certaines provenaient des Philippines, de Turquie..., ont d'ailleurs tenu leur propre sommet, *Mumbai Resistance 2004*, en parallèle du nôtre, juste de l'autre côté de la rue. C'est leur droit et nous respectons leur choix. Tout le monde doit avoir un espace pour s'exprimer...

A.V. : *Pensez-vous que le FSM puisse faire face à des contradictions ?*

V.R. : Oui, évidemment. De nombreuses contradictions émergent au fur et à mesure que le FSM prend de l'ampleur. Je prendrai simplement deux exemples. Concernant le financement, la question de savoir si le FSM, qui entend combattre l'impérialisme et le néolibéralisme, peut être financé par des fonds provenant d'organismes gouvernementaux, ou par le biais de fondations issues de pays impérialistes. La question devra être tranchée. De même pour ce qui est de savoir si le forum doit demeurer un espace de dialogue, ou se muer en mouvement politique. Je pense, pour ma part, qu'il faut faire preuve de patience, car le danger du passage de l'espace au mouvement est de conduire à l'isolement du fait du non-ralliement des groupes qui ne partageront pas l'idéologie prônée. Je pense que c'est très bien d'avoir un espace pour réunir tout le monde. De toute façon, ces questions seront discutées lors de la prochaine réunion du Conseil international. J'espère cependant que nous serons patients et n'agirons pas trop à la hâte.

A.V. : *Le défi de la mondialisation du forum a-t-il été un succès ?*

V.R. : Oui, je suis fatigué mais heureux. Tout le monde autour de moi pense que c'est un succès, et il me semble que la large participation à cet événement est à elle seule un gage de cette réussite. Certes, il y a eu quelques problèmes à résoudre, il y en a toujours, mais tout fut dans l'ensemble positif. Le forum retourne à Porto Alegre en 2005, mais je pense que ce serait une bonne idée qu'il se tienne en Afrique pour son édition de 2006. Mais cette question, de même que celle de la périodicité du FSM, sera, elle aussi, discutée lors de la prochaine réunion du Conseil international.

L'intégralité de cette entrevue est disponible sur le site de la chaire MCD : www.chaire-mcd.ca.

Les deux défis du FSM de Mumbai

Par Anik Veilleux Université du Québec à Montréal

Raphaël Canet Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Du 16 au 21 janvier s'est tenu à Mumbai, en Inde, la quatrième édition du Forum social mondial (FSM). Rassemblant environ 100 000 personnes et plusieurs milliers d'organisations de plus de 130 pays autour du slogan *un autre monde est possible*, le FSM est devenu le lieu d'élaboration de visions alternatives à la globalisation néolibérale promue par les grandes organisations internationales à vocation économique (Banque mondiale, FMI, OMC).

Fruit d'une initiative franco-brésilienne, le FSM s'était jusqu'à cette année, et à trois reprises, déroulé à Porto Alegre, au Brésil. Si l'on se fie au nombre croissant de participants, le FSM est un véritable succès. 20 000 personnes étaient présentes lors de la première édition en 2001, 50 000 se sont déplacées en 2002 et plus de 100 000 en 2003. Selon Vinod Raina, membre du comité indien d'organisation du Forum, entre 100 000 et 110 000 personnes étaient présentes à Mumbai. Il n'en demeure pas moins que le FSM se trouve aujourd'hui confronté à deux défis de taille que l'événement de Mumbai a révélés. Le premier défi est lié à la délocalisation du Forum. La migration périodique du FSM va-t-elle le renforcer en stimulant la participation et en diversifiant les thématiques ou conduire à sa fragmentation du fait de la mise en évidence de ses contradictions? Le second défi est celui de son institutionnalisation. Dans le contexte de la guerre en Irak et du lien manifeste entre le néolibéralisme et l'impérialisme américain, le FSM doit-il demeurer un espace ouvert de débats et d'échanges d'expériences ou se muer en mouvement afin de s'imposer comme un véritable acteur politique sur la scène mondiale?

I. Le défi de la délocalisation

La forte mobilisation de la société civile dès le premier FSM en 2001 a conduit les membres du comité d'organisation brésilien à élaborer une stratégie d'internationalisation du Forum afin d'en faire un processus planétaire, ouvert et permanent. Ce processus vertueux d'expansion géographique, mais aussi thématique du FSM n'est cependant pas sans embûches. Cette

volonté d'inclusion de l'immense diversité des formes de contestation du néolibéralisme à travers le monde n'est-elle pas une quête sans fin? Certes, comme le souligne Candido Grzybowski, membre du Conseil international du FSM, il semble tout à fait légitime de vouloir combler le fossé géographique mais aussi social et culturel, qui tient à l'écart du processus de nombreux pays ainsi qu'une grande part de la population de la planète. Mais où fixer le seuil de cette ouverture? L'action impose la réduction de la complexité de la réalité sociale afin d'en définir le sens. Ainsi, cette quête de la diversité qui accroît la complexité du phénomène n'est-elle pas en train de dissiper les énergies, ce qui, à terme, pourrait causer un essoufflement du forum? De plus, sans pour autant prôner le consensus, mettre de l'avant comme le fait le professeur Boaventura de Sousa Santos, un dissensus constructif au sein du FSM, sera-t-il toujours possible au fur et à mesure que le Forum s'ouvrira à des mouvements et organisations de plus en plus distantes culturellement et idéologiquement?

II. Le défi de l'institutionnalisation

Dès sa fondation, le FSM s'est présenté comme un espace démocratique alternatif d'échanges et de dialogues où les multiples mouvements sociaux et organisations mobilisés contre la globalisation néolibérale peuvent se rassembler en toute quiétude pour exprimer leurs revendications et leurs visions d'une autre mondialisation. A cette fin, la Charte de principes qui a été approuvée le 10 juin 2001, précise clairement que le Forum n'est pas une *entité* en soi, il doit plutôt être perçu comme un *lieu* de convergence et d'expression «de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme». (art. 1).

Certains doutent cependant de la capacité de cette instance à demeurer politiquement neutre, et à se borner à des tâches organisationnelles, de publicisation et de réseautage. Le discours entourant cette définition du Forum en tant qu'espace ne vise-t-il pas

à rendre invisible un pouvoir pourtant bien réel? Selon certains, l'espace créé par le FSM n'est pas neutre, c'est un espace idéologiquement orienté qui, tout en demeurant ouvert et inclusif, doit permettre d'élaborer des stratégies d'action. La tendance semble donc se dessiner vers l'institutionnalisation du Forum, son incarnation en tant qu'acteur collectif sur la scène mondiale. Pour Michel Warschawski, figure emblématique de la gauche radicale israélienne, il est désormais temps d'opérer le passage du FSM en tant que forum de discussion à une structure de prise de décisions permettant de mener à bien des campagnes d'action. Il s'agit alors de construire un vrai mouvement global doté d'un calendrier d'événements précis, d'objectifs clairement définis et de défis concrets à surmonter. Selon cette stratégie, certains rapprochements doivent être envisagés avec les partis politiques jugés progressistes et les syndicats. Outre le fait que ce processus d'institutionnalisation en vient à entrer en contradiction avec la Charte de principes (notamment les articles 8 et 9), minant ainsi le seul texte sur lequel repose actuellement le Forum, il pose les problèmes de sa représentativité et de sa légitimité. En fait, le FSM se trouve aujourd'hui confronté aux problèmes inhérents à toute institution politique en gestation.

Les défis auxquels fait actuellement face le FSM ne doivent cependant pas remettre en cause l'existence même de ce type de manifestation qui permet de faire contrepoids au discours hégémonique sur la mondialisation produit par les forces néolibérales. Le FSM a fonctionné comme un véritable creuset où l'antimondialisme contestataire s'est mué en altermondialisme créatif. Le chemin est certes semé d'embûches, il n'en demeure pas moins celui de la réalisation de la nouvelle espérance mainte fois entendue à Mumbai: *nous ne promettons pas un autre monde, nous le construisons.*

Pour aller plus loin:
Anik Veilleux et Raphaël Canet,
«La mondialisation du Forum
social : Les défis de Mumbai»,
Chronique de la Chaire MCD.
4 février 2004.
Consultez ce document ainsi
que le dossier complet consacré
au FSM sur le site de la Chaire:
www.chaire-mcd.ca

Quelques notes sur la militarisation de la société en Colombie par Gladys Melo-Pinzón

Suite à la débâcle économique des années 1980, le capitalisme mondial se confronte à une importante crise. Une redéfinition des espaces d'accumulation s'impose en Amérique Latine, de façon particulière, afin d'assurer la survie du système. Pour ce faire, il lui est impératif de disposer d'un nouveau contrat social, de nouvelles institutions et de nouvelles pratiques pour garantir l'accumulation et son appropriation. En ce sens, la Colombie constitue un exemple «privilegié» de la pratique des modèles économiques développés par la Nouvelle Droite et bâtis sur le discours néolibéral. À cet effet, certains changements ont été entrepris et défendus par des mesures de force destinées à maintenir l'ordre social.

Ainsi, issu d'une nouvelle Constitution, le gouvernement Gaviria (1990-1994) s'est proposé de favoriser l'insertion « concurrentielle » de l'économie colombienne dans le marché mondial, tout en effectuant des réformes d'ordre commercial, fiscal, administratif ainsi que des réformes du travail. Autrement dit, l'économie ouverte, rêvée depuis les années 1970, commence à être une réalité. Les entreprises publiques rentables sont vendues au capital étranger, les secteurs agricole et industriel se voient écrasés par la pénétration de produits étrangers « bon marché » et contrôlés par le marché d'investissement étasunien. Ces secteurs se limitent à la production destinée à l'exportation. Ainsi, le secteur financier en est hautement bénéficiaire, même sous l'administration Samper (1994-1998).

La nouvelle Constitution, proclamée en 1991, renferme un esprit néolibéral dont l'initiative privée et la concurrence économique s'avèrent être les bases, même au détriment du bien-être de la société. Le profit, et notamment le profit privé, permet aux individus des entreprises privées d'être responsables de la direction de l'économie. Par ce biais, le rôle de l'État se limite à l'arbitrage neutre des conflits sociaux, établissant les règles et surveillant leur application.

Pour maintenir le caractère interventionniste de l'État, la Constitution octroie des pouvoirs au président de la république au détriment du Congrès. La Constitution désigne le président comme le chef d'État, la « tête du gouvernement », la plus haute autorité administrative et le symbole de l'unité nationale, mais aussi comme le « commandant suprême » des forces armées. Cette prééminence présidentielle se voit renforcée par l'introduction de la notion d'« état d'exception » (en cas d'urgence) d'une période maximale de 90 jours, susceptible d'être renouvelée à deux reprises, par les articles transitoires qui ont permis la mise en place des politiques d'ouverture économique, de privatisation et d'intégration nationale, essentielles pour la mise en vigueur du modèle néolibéral en Colombie (Constitución Nacional de Colombia, 1991).

Le gouvernement Pastrana (1998-2002) continue le processus de *néolibéralisation* du pays. En même temps, il essaie d'entamer le processus de paix avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, guérilla paysanne datant des années soixante) en leur octroyant une zone démilitarisée de 42.139 kms² pour négocier. En 2000, ayant échoué le processus de paix avec les FARC et bien avant avec l'ELN (Armée de Libération Nationale, guérilla datant de la décennie 1960), le gouvernement a adopté le Plan Colombie pour garantir le maintien de l'ordre public face aux revendications sociales de différents ordres, résultantes de l'adoption de cette économie ouverte.

Il s'agit d'un programme d'aide militaire et sociale dont 46.6% provenant de l'aide internationale (1.300\$ US en aide militaire et policière étasunienne et 2.500\$ US d'aide socio-économique européenne) et 48.5% financé par les ressources de l'État colombien. Depuis 1999, la Colombie est devenue un des principaux pays bénéficiaires de l'aide militaire et policière des États-Unis (330\$ US par année). On peut alors parler d'une économie de guerre à

crédit. En 2001, 86% du revenu d'impôts était destiné au service de la dette; 70% a été dépensé principalement pour le personnel de la défense: la police nationale, le secteur de la justice et le bureau du vérificateur général. D'ailleurs, ces employés occupent 45% des postes de l'administration publique. Le budget étant financé seulement à 26.6%, la portée du déficit a été de 54.1%, lequel serait financé par de nouveaux crédits, par les privatisations restantes et de nouveaux impôts (Sarmiento, **Plan Colombia, conflicto e intervención** Revista Mama Coca, 2001).

Le Plan se fonde sur le concept d'« ennemi interne » déjà énoncé dans la politique de sécurité nationale et, de ce fait, constitue un des pas les plus concrets vers la militarisation de la société colombienne. Certes, il a fortement contribué à l'augmentation de la violence, des paramilitaires, de la guérilla, des autodéfenses, des entreprises de sécurité privée, de la délinquance organisée ou non. Déjà en 1995, 1 million d'armes à feu étaient en possession légale des citoyens, alors que 5 millions l'étaient de façon illégale. D'ailleurs, la même année, Human Rights Watch (février 2002) dénonça le lien existant entre l'armée colombienne et les paramilitaires. Le reste de la société se trouve rapidement polarisée et atomisée. Cette guerre et sa diffusion contribuent à la rupture sociale, aux confrontations idéologiques, empêchant ainsi l'existence de la notion de centre.

C'est dans un tel contexte que le gouvernement Uribe (2002-2006) prône le discours de la « Sécurité démocratique » fondé sur un État participatif, décentralisé et gère avec la participation des citoyens. La sécurité ne se construit pas à partir du respect des droits humains mais plutôt elle est pensée par cette autorité efficace qui s'engage à les respecter. Elle accorde une grande importance à une légitimité qui ne peut exister sans être munie d'autorité. La sécurité démocratique est donc une autorité qui cherche à contrôler le territoire, à renforcer la police et l'armée, à promouvoir la coopération des citoyens grâce à la formation de réseaux (1 000 000 d'informateurs et 150 000 paysans faisant partie d'une armée à temps partiel), et de programmes de récompenses, à protéger l'infrastructure économique et à garantir la sécurité urbaine (Plan de Seguridad Democrática, 2002).

Ainsi, la logique de la sécurité démocratique est loin de proposer une action politique pour la résolution du conflit. Elle s'avère être une stratégie militaire proposant à la fois une capitulation de la part de la guérilla et une implication de la population civile dans le conflit. D'ailleurs, les états d'exception permettent l'investissement de 5.4% du PIB pour la défense dont 2.1% versé aux forces armées, 0.3% aux organismes des forces armées, 1.2% à la police, 1.1% à la sécurité privée et 0.7% d'aide des États-Unis. En revanche, l'investissement dans la sécurité alimentaire n'est que de 0.7% (Jiménez Gonzalo, **Los costos de la seguridad democrática**, 2003).

De cette façon, les années 1990 marquent le début du « Non Pays » où la perte de l'éthique sociale, des principes de justice et de solidarité détruit les référents culturels communs qui permettent l'unité et la cohérence dans la société colombienne. Aujourd'hui 29 millions de Colombiens (68% de la population) se situent sous le seuil de la pauvreté, dont 29% dans la plus extrême pauvreté. Il y a 3.5 millions de personnes en chômage (16.5%) dont 6.6% sont sous-employées. De plus, le pays compte presque 2 millions de déplacés internes dans 816 des 1 097 municipalités du pays. Comme si cela ne suffisait pas, un million et demi sont partis ou bien se sont réfugiés dans d'autres pays. Enfin, 7% de la population se partage la richesse du pays (Revista Casa Silva No. 15, 2002).

La laïcité « renouvelée » : dissensions françaises par Elaine Thomas

L'Assemblée nationale française a voté le 11 février un projet de loi interdisant le port des signes religieux « ostensibles » aux écoles publiques. Kippas, foulards et grandes croix seront tout autant interdits mais, dans les faits la mesure est motivée par une réaction contre le voile islamique. La proposition de loi fut le sujet d'une controverse publique intense depuis la remise en mi-décembre du rapport officiel de la Commission Stasi, une commission d'experts nommée par le Président de la République Jacques Chirac et dont les recommandations ont inclus cette nouvelle mesure légale. Le rapport de cette commission sur le « principe de laïcité dans la République » a cherché à utiliser la forte légitimité de la laïcité en France afin de promouvoir un nouveau consensus public autour des termes de l'intégration de son importante minorité de confession musulmane. Dans les faits, toutefois, la loi proposée a soulevé un débat public d'une rare intensité. Ce débat est révélateur des contestations des idées et pratiques de la citoyenneté dans une société où la diversité culturelle et religieuse commande de plus en plus l'attention de ses intellectuels et du gouvernement.

Les discussions récentes des propositions de la Commission Stasi et de la loi qui en découla sont révélatrices des désaccords quant aux idées concernant la relation entre la citoyenneté et l'appartenance à des groupes sociaux et religieux, aussi bien qu'au sujet des pratiques existantes de l'État et des services publics visant à reformer les comportements sociaux. Autant chez les partisans de la loi que chez ses adversaires, la citoyenneté est souvent exaltée comme une réalisation de l'individualité. Pour les partisans de la mesure, l'individualité citoyenne est de surcroît assimilée à l'émancipation de l'individu, en tant qu'agent rationnel, face aux groupes cherchant à contrôler leurs membres par l'intimidation ou la superstition.¹ Une phrase du rapport officiel, indicative et soulignée avec justesse par le sociologue Pierre Birnbaum, annonce ainsi « aucun groupe, aucune communauté ne peut imposer à quiconque une appartenance ou une identité confessionnelle. »² Les partisans de la loi citent ainsi le nombre croissant de filles et de jeunes femmes « voilées » comme preuve de l'oppression sexiste et des pressions religieuses croissantes sous lesquelles ces jeunes filles sont assujetties.

Parmi les opposants à la loi, par contre, se retrouvent ceux qui préconisent une vision de la citoyenneté plus compatible avec un individualisme exprimé par, et au moyen, des appartenances aux groupes « particularistes. » Les manifestations contre la nouvelle loi convoquées par le Parti des musulmans de France (PMF) et rejoint par l'Union des organisations islamistes de France (UIOF) essaient clairement d'évoquer cette vision alternative de l'individualité dans son rapport aux appartenances sociales. Parmi les slogans favorisés des manifestants—plusieurs d'entre elles vêtues de foulards bleu, blanc, rouge ou de bonnets phrygiens—on retrouve des énoncés tels que « Ni frère ni mari, le foulard on l'a choisi » ou simplement « le voile, c'est mon choix. »³ Bien sûr, ces manifestantes peuvent être qualifiées de non-représentatives. D'après un sondage récent, 81 % des femmes musulmanes en France ne portent jamais un foulard à l'extérieur. D'ailleurs, 53 % se disent opposées aux signes religieux à l'école.⁴ Néanmoins, les slogans et symbolismes des manifestants démontrent une connaissance assez approfondie des prémisses républicaines aussi bien qu'une volonté de les contester.

En même temps, on doit remarquer que la position des manifestants « pro-foulard » a beaucoup en commun avec celle à laquelle elle s'oppose. Les deux camps conçoivent l'individu comme un « agent choissant », externe à ses attaches sociales, culturelles ou religieuses et donc capable de les choisir. En d'autres mots, aucun des deux camps ne soutient la position « communautariste » de Michael Sandel, sceptique quant à la possibilité qu'un individu réel puisse toujours « choisir » de cette façon les attaches et engagements qui le constitue (ses « constitutive attachments »).⁵ Toutefois, ce terrain implicitement partagé entre les deux camps est loin d'avoir résolu le débat puisque d'importantes différences subsistent quant au pourquoi, si, et à quel âge des jeunes filles peuvent « librement choisir » le foulard.

D'autres opposants à la loi acceptent intégralement la vision de la citoyenneté et de sa relation aux identités sociales et religieuses des partisans de la loi, mais ne croient pas qu'une telle mesure « répressive » soit, dans les faits, promotrice de l'émancipation des individus ou de leur intégration sociale. Entre ces deux dernières positions, le désaccord porte sur le type de régulation qui soit approprié et efficace, ainsi que sur le rôle respectif des négociations décentralisées et de la loi nationale. Les pratiques développées suite à l'avis du Conseil d'État de 1989 impliquaient une évaluation au cas par cas suivie parfois de négociations entre les agents publics locaux et les élèves, avec des expulsions seulement dans les cas posant des problèmes particuliers. Cette approche est toujours préconisée par certains intellectuels, y compris Paul Ricoeur et Anthony Giddens, qui soulignent l'inévitable multiplicité des sens et effets des symboles, ainsi que l'impossibilité d'une juste appréciation sans une connaissance du contexte. Cette approche est aussi préférée par un bon nombre d'opposants soucieux de minimiser le nombre d'expulsions.⁶ La Commission Stasi, par contre, mentionne, en faveur d'une approche plus stricte et plus claire, le besoin de soutenir les enseignants et les directeurs d'établissement. Ces derniers sont, en effet, vus comme abandonnés par l'État dans des situations locales difficiles qu'ils ont déjà assez de peine à maîtriser seuls.⁷ Toutefois, un sondage récent suggère que si la grande majorité des enseignants est favorable à la loi (72 %), la plupart (65 %) ont l'intention, même avec la nouvelle loi, de continuer à négocier des compromis individuels.⁸ Ainsi, la plupart des enseignants semblent voir dans la nouvelle législation nationale un outil de négociation plutôt qu'une façon de remplacer les pratiques décentralisées actuelles de discrétion et de négociation par une forme d'autorité légale plus rigide.

Pour le moment, l'issue de ces discussions suggère qu'en France une vision républicaine de la citoyenneté hostile à une identification « excessive » des individus à des groupes sociaux particuliers est toujours remarquablement forte. En effet, même des opposants à la loi acceptent l'association de la citoyenneté avec « le libre choix » des individus face à leurs identités sociales et religieuses. Une bonne partie du débat porte donc plutôt sur le meilleur type d'autorité étatique possible pour réaliser dans les faits cette autonomie parmi les jeunes femmes musulmanes en France. L'intensité des débats actuels en France et les divisions politiques inhabituelles qu'ils provoquent révèlent cependant une dissension publique importante à propos de ces questions—questions que des appels à l'attachement constitutif de la France à la laïcité ne suffiront pas seuls à résoudre.

¹ Rapport officiel de la Commission Stasi, 11/12/03, pp. 14-15. http://www.publicsenat.fr/dossiers/dossiers_detail.asp?dossier=21.

² « Une vision forte de la citoyenneté, » *Libération*, 13/12/03.

³ Agence France Presse, 18/01/04; *Le Temps*, 19/1/04; *Le Télégramme*, 18/01/04.

⁴ Sondage IFOP réalisé du 21 au 29 novembre 2003. Résultats publiés dans *Elle*, 15/12/03.

⁵ M. Sandel, *Liberalism and the Limits of Justice* (Cambridge: Cambridge University Press, 1982), pp. 175-83.

⁶ Voir les articles de A. Giddens dans *Le Monde*, 14/1/04; de M. Canto-Sperber et P. Ricoeur dans *Le Monde*, 10/12/03; et de D. Amson dans *Le Figaro*, 19/12/03 ainsi que l'entretien avec C. Delsol et M. Wieworka dans *Le Figaro*, 23/12/03.

⁷ Rapport de la Commission Stasi, op. cit., pp. 40-44.

⁸ Sondage CSA réalisé du 22 au 24 janvier 2004. Résultats publiés dans *Le Monde*, 05/02/04.

Calendrier des activités pour le printemps-été 2004

AVRIL

Conférence publique

Jeudi 15 avril, 12 h 30

« *Mouvements sociaux et groupes d'intérêt économique: la mondialisation "politique" selon les acteurs de la "société civile mondiale".* »

Par **Simon Perrault** et **Guillaume Jacques**, chercheurs adjoints au GRADIP

MAI

Colloque ACFAS

Mardi 11 et Mercredi 12 mai 2004

« *Crise de l'État, revanche des sociétés. Nouveau regards sur les relations transnationales* »

Colloque

Vendredi 14 et Samedi 15 mai 2004

« *Global Flows, Dissent and Diversity: the New Agenda* »

Organisé par the Robarts Centre for Canadian Studies (York University)

La Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie L'UQAM

Le conseil de recherche en sciences humaines et sociales

Coordonnées

Nous sommes situés au :
pavillon Thérèse-Casgrain
Bureau W-5010
455, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) Canada H2L 4Y2
Adresse postale :
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000 poste 3366
Télécopieur : (514) 987-7870

Responsable de MCD: Emmanuelle Juan
Responsable du graphisme: Josée Bisailon
www.chaire-mcd.ca

Louise Beaudoin devient chercheure associée à la Chaire MCD

Ancienne ministre des relations internationales et ministre de la culture et des communications du gouvernement du Québec, Louise Beaudoin se joindra à l'équipe de la Chaire MCD dès janvier 2004.

Annonce des dernières parutions dans la rubrique Les documents de travail de la Chaire MCD du site web (www.chaire-mcd.ca) :

Droit et gouvernance. Par Laurent Pech, *Les documents de travail*, n°2004-02.

Cartas a Videla: una exploración sobre el miedo, el terror y la memoria. Par Emilio Crenzel, *Les documents de travail*, n°2004-01.

La liberté d'expression dans la société de l'information: une approche « américaine » contre une approche « européenne »? Par Laurent Pech, *Les documents de travail*, n°2003-07.

En nombre del pueblo y de las convicciones. Posibilidades y límites del gobierno sustentado en la opinión pública. Par Isidoro Cheresky, *Les documents de travail*, n°2003-06.

Publications de la Chaire

Fédéralismes et mondialisation L'avenir de la démocratie et de la citoyenneté

(sous la direction de Jules Duchastel)

La nation en débat

Entre modernité et post-modernité

(Sous la direction de Raphaël Canet et Jules Duchastel)

Nationalismes et société au Québec

(Raphaël Canet)

L'énigme argentine.

Images d'une société en crise.

(Victor Armony)

Les publications de la Chaire sont réalisées en coédition avec Athéna Éditions



Athéna
ÉDITIONS

athenaeditions.net

Livre à paraître

La régulation néolibérale: crise ou ajustements
(Sous la direction de Jules Duchastel et Raphaël Canet)

Membres de la Chaire MCD

Titulaire

Jules Duchastel

Directeurs de recherche

Victor Armony
Jacques Beauchemin
Gilles Bourque
Éric Pineault

Agents de recherche

Raphaël Canet, coordonnateur
Emmanuelle Juan, coordonnatrice adjointe

Les chercheurs adjoints

François Pizarro-Noël, responsable méthodologique
Catherine Beaupré-Laforest
Elena Bessa
Geneviève Caillé
Guillaume Jacques
Francis Julien-Lacoste
Simon Perrault
Daphnée Poirier
Olivier Régol

UQAM

Prenez position